

b) er wordt een punt 3° ingevoegd, luidend als volgt :

“3° elke wijziging van de subsidies of andere vormen van overheidssteun toegekend aan de distributienetbeheerder.”;

2° in paragraaf 2 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) de woorden “op verzoek van de CWaPE of op eigen initiatief,” worden ingevoegd tussen de woorden “bestaande diensten” en de woorden “kan de distributienetbeheerder”;

b) de woorden “kan de distributienetbeheerder tijdens de regulatoire periode aan de CWaPE een geactualiseerd tariefvoorstel ter goedkeuring voorleggen” vervangen door de woorden “legt de distributienetbeheerder tijdens de regulatoire periode aan de CWaPE een geactualiseerd tariefvoorstel ter goedkeuring voor”

3° in paragraaf 3 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) de woorden “op verzoek van de CWaPE of op eigen initiatief,” worden ingevoegd tussen de woorden “de distributienetbeheerder” en de woorden “, kan hij”;

b) de woorden “kan hij op elk ogenblik binnen de regulatoire periode een gemotiveerde aanvraag tot herziening van zijn tariefvoorstel ter goedkeuring voorleggen” worden vervangen door de woorden “legt een gemotiveerde aanvraag tot herziening van zijn tariefvoorstel ter goedkeuring voor”.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 19 juli 2018.

De Minister-President,

W. BORSUS

De Minister van Sociale Actie, Gezondheid, Gelijke Kansen, Ambtenarenzaken en
Administratieve vereenvoudiging,

A. GREOLI

De Minister van Economie, Industrie, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën,
Tewerkstelling en Vorming,

P.-Y. JEHOLET

De Minister van Leefmilieu, Ecologische Overgang, Ruimtelijke Ordening, Openbare Werken,
Mobiliteit, Vervoer, Dierenwelzijn en Industriezones,

C. DI ANTONIO

De Minister van Begroting, Financiën, Energie, Klimaat en Luchthavens,

J.-L. CRUCKE

De Minister van Landbouw, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme, Erfgoed en
afgevaardigd bij de Grote Regio,

R. COLLIN

De Minister van de Plaatselijke Besturen, Huisvesting en Sportinfrastructuren,

V. DE BUE

Nota

(1) Zitting 2017-2018.

Stukken van het Waals Parlement 1129 (2017-2018) Nrs. 1 tot 8.

Volledig verslag, plenaire zitting van 18 juli 2018.

Bespreking.

Stemming.

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2018/204411]

19 JUILLET 2018. — Décret intégrant le renforcement des synergies dans le Code de la démocratie locale et de la décentralisation

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. L'article L1122-11 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, modifié par le décret du 8 décembre 2005, est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Le directeur général de la commune et le directeur général du centre public d'action sociale ressortissant de son territoire établissent conjointement et annuellement un projet de rapport sur l'ensemble des synergies existantes et à développer entre la commune et le centre public d'action sociale. Lorsque le CPAS et la commune se sont dotés d'un directeur général adjoint commun chargé de la gestion des synergies, celui-ci participe à l'établissement du projet de rapport. Ce projet de rapport est également relatif aux économies d'échelle et aux suppressions des doubles emplois ou chevauchements d'activités du centre public d'action sociale et de la commune.

Le projet de rapport est soumis à l'avis des comités de direction de la commune et du centre réunis conjointement, visés à l'article L1211-3, § 3, alinéa 1^{er}, puis présenté au comité de concertation visé par l'article 26, § 2, de la loi du 8 juillet 1976, qui dispose d'une faculté de modification.

Le projet de rapport visé à l'alinéa 1^{er} est ensuite présenté et débattu lors d'une réunion annuelle commune et publique du conseil communal et du conseil de l'action sociale au cours de laquelle des modifications peuvent être apportées. Le rapport est ensuite adopté par chacun des conseils. Une projection de la politique sociale locale est également présentée en cette même séance. Cette réunion annuelle se tient avant l'adoption des budgets du centre public d'action sociale et de la commune par leurs conseils respectifs.

Le rapport est annexé au budget de la commune.

Le Gouvernement wallon fixe le canevas du rapport annuel sur les synergies. Celui-ci comprend au moins les éléments suivants :

1° un tableau de bord des synergies réalisées et en cours;

2° un tableau de programmation annuelle des synergies qui sont projetées et une grille qui évalue le niveau de rassemblement des services de support. Cette grille est appelée matrice de coopération;

3° une liste reprenant les marchés publics conjoints et les marchés publics séparés pouvant faire l'objet de marchés publics conjoints. ».

Art. 2. L'article L1211-3, § 1^{er}, du même Code, inséré par le décret du 18 avril 2013, est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Le directeur général du centre public d'action sociale est invité à participer au comité de direction. Il y siège avec voix consultative. Il reçoit les convocations et les procès-verbaux. ».

Art. 3. Dans la partie I^{ère}, livre V, titre I^{er}, chapitre II, du même Code, remplacé par le décret du 19 juillet 2006, il est inséré une section I^{ère}/1, intitulée « Conventions entre la commune et le centre public d'action sociale ressortissant de son territoire ».

Art. 4. Dans la section I^{ère}/1, insérée par l'article 3, il est inséré un article L1512-1/1, rédigé comme suit :

« Art. L1512-1/1. Une synergie entre la commune et le centre public d'action sociale est une volonté commune et partagée de gérer ou réaliser un service, une action, un projet ou une mission ensemble ou encore de confier à une des institutions locales la réalisation ou la gestion d'un service, d'une action, d'un projet ou d'une mission en vue d'opérer des économies d'échelles, d'accroître l'efficacité organisationnelle et de viser l'efficacité du service public en respect des missions et de l'autonomie de chacun et sans préjudice des articles 41, alinéa 1^{er}, et 162, alinéa 2, 2^o, de la Constitution.

Dans le cadre des synergies visées à l'alinéa 1^{er}, la commune conclut des conventions avec le centre public d'action sociale ressortissant de son territoire afin de déléguer en tout ou partie ou de réaliser en commun des prestations de support indispensables à l'exécution de ses missions. La commune et le centre public d'action sociale peuvent rassembler ou unifier leurs services de support. Le rassemblement ou l'unification de services de support est inscrit dans le programme stratégique transversal visé à l'article L1123-27, § 2.

La convention contient, au minimum, les éléments suivants :

- l'objet de la convention et le mode d'organisation (mode déléгатif ou mode coopératif);
- la durée de la convention et les modalités de reconduction;
- le personnel affecté à la synergie ainsi que l'autorité administrative de laquelle il dépend en cas de mode coopératif;
- le responsable hiérarchique qui, en cas de mode coopératif, doit être membre du personnel des deux administrations ou affecté par mise à disposition conformément aux dispositions de l'article 144bis de la Nouvelle Loi Communale ou en application de l'article 32 de la loi du 24 juillet 1987 sur le travail temporaire, le travail intérimaire et la mise de travailleurs à la disposition d'utilisateurs;
- le mode de financement, le cas échéant, ainsi que la fonction budgétaire (code fonctionnel) à laquelle les crédits de dépenses et de recettes seront inscrits;
- les moyens matériels éventuels consacrés à la synergie;
- les modalités de suivi et d'évaluation de la convention.

Les services de support regroupent l'ensemble des prestations internes qui contribuent indirectement à la mission première de l'administration publique et qui sont nécessaires à la réalisation des missions et objectifs. Ils sont constitués principalement des services achats, ressources humaines, maintenance et informatique.

La réalisation de prestations de support est établie soit à titre gratuit soit en coopération horizontale non institutionnalisée conformément à l'article 31 de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics. ».

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 19 juillet 2018.

Le Ministre-Président,

W. BORSUS

La Ministre de l'Action sociale, de la Santé, de l'Egalité des Chances, de la Fonction publique et de la Simplification administrative,

A. GREOLI

Le Ministre de l'Economie, de l'Industrie, de la Recherche, de l'Innovation, du Numérique, de l'Emploi et de la Formation,

P.-Y. JEHOLET

Le Ministre de l'Environnement, de la Transition écologique, de l'Aménagement du Territoire, des Travaux publics, de la Mobilité, des Transports, du Bien-Etre animal et des Zonings,

C. DI ANTONIO

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Energie, du Climat et des Aéroports,

J.-L. CRUCKE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité, du Tourisme, du Patrimoine et délégué à la Grande Région,

R. COLLIN

La Ministre des Pouvoirs locaux, du Logement et des Infrastructures sportives,

V. DE BUE

—
Note

(1) Session 2017-2018.

Documents du Parlement wallon, 1134 (2017-2018) N^{os} 1 à 3.

Compte rendu intégral, séance plénière du 17 juillet 2018.

Discussion.

Vote.

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2018/204411]

19 JULI 2018. — Decreet tot opname van sterkere samenwerkingsverbanden in het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Waalse Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Artikel L1122-11 van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie, gewijzigd bij het decreet van 8 december 2005, wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt :

“De directeur-generaal van de gemeente en de directeur-generaal van het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn, vallend onder haar grondgebied, stellen samen jaarlijks een ontwerp-verslag op over het geheel van de bestaande en de te ontwikkelen samenwerkingsverbanden tussen de gemeente en het centrum voor maatschappelijk welzijn. Wanneer het OCMW en de gemeente in een gemeenschappelijke adjunct-directeur-generaal voorzien hebben, belast met het beheer van de samenwerkingsverbanden, neemt laatstgenoemde deel aan het opstellen van het ontwerp-verslag. Dat ontwerp-verslag heeft eveneens betrekking op de kostenbesparingen en de afschaffingen van de dubbele betrekkingen of de overlappings van activiteiten van het centrum voor maatschappelijk welzijn en de gemeente.

Het ontwerp-verslag wordt ter advies voorgelegd aan de directiecomités van de gemeente en het centrum, in gemeenschappelijke vergadering, bedoeld in artikel L1211-3, § 3, lid 1, vervolgens voorgelegd aan het overlegcomité bedoeld bij artikel 26, § 2, van de wet van 8 juli 1976, die over een mogelijkheid tot wijziging beschikt.

Het ontwerp-verslag bedoeld in lid 1 wordt vervolgens overgelegd en besproken op een jaarlijkse gemeenschappelijke en openbare vergadering van de gemeenteraad en de raad voor maatschappelijk welzijn, waar wijzigingen doorgevoerd kunnen worden. Het verslag wordt vervolgens door elke van beide raden aangenomen. Op dezelfde vergadering wordt eveneens een projectie van het plaatselijk sociaal beleid voorgesteld. Die jaarlijkse vergadering wordt voor het aannemen van de begrotingen van het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn en van de gemeente, door hun respectievelijke raden, gehouden.

Het verslag wordt bij de begroting van de gemeente gevoegd.

De Waalse Regering stelt het stramien vast voor het jaarlijkse verslag over de samenwerkingsverbanden. Daarin zijn minstens volgende gegevens vervat :

1° een bordtabel van de lopende en uitgevoerde samenwerkingsverbanden;

2° een tabel met de jaarlijkse programmatie van de overwogen samenwerkingsverbanden en een rooster dat het niveau van samenvoeging van de ondersteunende diensten beoordeelt. Die rooster wordt een samenwerkingsmatrix genoemd;

3° een lijst met de samengevoegde overheidsopdrachten en de afzonderlijke overheidsopdrachten die het voorwerp kunnen uitmaken van samengevoegde overheidsopdrachten.”.

Art. 2. Artikel L1211-3, § 1, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 18 april 2013, wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt :

« De directeur-generaal van het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn wordt verzocht, aan het directiecomité deel te nemen. Hij zetelt er met raadgevende stem. Hij krijgt de oproepingen en de notulen. ».

Art. 3. In het eerste deel, Boek V, Titel I, Hoofdstuk II, van hetzelfde Wetboek, vervangen door het decreet van 19 juli 2006, wordt een Afdeling I/1 ingevoegd, met als opschrift “Overeenkomsten tussen de gemeente en het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn, vallend onder haar grondgebied”.

Art. 4. In afdeling I/1, ingevoegd bij artikel 3, wordt een artikel L1512-1/1 ingevoegd, luidend als volgt :

“Art. L1512-1/1. Een samenwerkingsverband tussen de gemeente en het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn is de gemeenschappelijke en gedeelde wil tot het samen beheren of uitvoeren van een dienst, een actie, een project of een opdracht of nog tot het toevertrouwen, aan één van de plaatselijke instellingen, van de uitvoering of het beheer van een dienst, een actie, een project of een opdracht met het oog op het bereiken van schaalvoordelen, grotere organisatie-efficiëntie en een efficiënte openbare dienstverlening voor de naleving van de opdrachten en de zelfstandigheid van beiden, onverminderd artikelen 41, lid 1, en 162, lid 2, 2°, van de Grondwet.

In het kader van de samenwerkingsverbanden bedoeld in lid 1 sluit de gemeente overeenkomsten met het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn, vallend onder haar grondgebied, om onontbeerlijke ondersteunende prestaties voor de uitvoering van haar opdrachten geheel of gedeeltelijk te delegeren of gemeenschappelijk uit te voeren. De gemeente en het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn kunnen hun ondersteunende diensten samenvoegen of verenigen. De samenvoeging of de vereniging van de ondersteunende diensten wordt ingeschreven in het overkoepelend strategisch programma bedoeld in artikel L1123-27, § 2.

De overeenkomst bevat minstens volgende gegevens :

- voorwerp van de overeenkomst en organisatiewijze (delegatiemodus of samenwerkingsmodus);
- duur van de overeenkomst en nadere verlengingsregels;
- personeel toegewezen aan het samenwerkingsverband, en de administratieve overheid waaronder bedoeld personeel valt in geval van samenwerkingsmodus;
- de hiërarchisch verantwoordelijke die, in geval van een samenwerkingsmodus, personeelslid van beide administraties dient te zijn of via terbeschikkingstelling toegewezen dient te worden overeenkomstig de bepalingen van artikel 144bis van de Nieuwe Gemeentewet of overeenkomstig artikel 32 van de wet van 24 juli 1987 betreffende de tijdelijke arbeid, de uitzendarbeid en het ter beschikking stellen van werknemers ten behoeve van gebruikers;

- financieringswijze, in voorkomend geval, evenals begrotingsfunctie (functionele code) waarop de uitgaven- en ontvangstenkredieten ingeschreven zijn;
- eventuele materiële middelen, aangewend voor het samenwerkingsverband;
- de nadere opvolgings- en beoordelingsregels van de overeenkomst.

De ondersteunende diensten verzamelen alle interne prestaties die onrechtstreeks bijdragen tot de hoofdzakelijke opdracht van de overheidsadministratie en die nodig zijn voor de uitvoering van de opdrachten en doelstellingen. Hoofdzakelijk bestaan zij uit de diensten aankopen, menselijke middelen, onderhoud en informatica.

De ondersteunende prestaties worden ofwel kosteloos ofwel als niet-geinstitutionaliseerde horizontale samenwerking overeenkomstig artikel 31 van de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten uitgevoerd.”.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 19 juli 2018.

De Minister-President,

W. BORSUS

De Minister van Sociale Actie, Gezondheid, Gelijke Kansen, Ambtenarenzaken en
Administratieve Vereenvoudiging,

A. GREOLI

De Minister van Economie, Industrie, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën,
Tewerkstelling en Vorming,

P.-Y. JEHOLET

De Minister van Leefmilieu, Ecologische Overgang, Ruimtelijke Ordening, Openbare Werken,
Mobiliteit, Vervoer, Dierenwelzijn en Industriezones,

C. DI ANTONIO

De Minister van Begroting, Financiën, Energie, Klimaat en Luchthavens,

J.-L. CRUCKE

De Minister van Landbouw, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme, Erfgoed en
afgevaardigd bij de Grote Regio,

R. COLLIN

De Minister van de Plaatselijke Besturen, Huisvesting en Sportinfrastructuren,

V. DE BUE

—
Nota

(1) Zitting 2017-2018.

Stukken van het Waals Parlement, 1134 (2017-2018) Nrs. 1 tot 3.

Volledig verslag, openbare vergadering van 17 juli 2018

Bespreking.

Stemming.

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2018/204412]

19 JUILLET 2018. — Décret intégrant le renforcement des synergies dans la loi organique du 8 juillet 1976 des centres publics d'action sociale

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Le présent décret règle, en vertu de l'article 138 de la Constitution, une matière à l'article 128 de celle-ci.

Art. 2. A l'article 26bis de la loi organique du 8 juillet 1976 des centres publics d'action sociale, modifié en dernier lieu par le décret du 18 avril 2013, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1^{er}, 1°, les mots « et le compte » sont ajoutés entre « budget » et « du centre »

2° le paragraphe 2 est complété par un alinéa 6 :

« Le directeur financier du centre public d'action sociale participe au comité de concertation lorsque sont présentées pour avis les matières reprises à l'article 26bis, § 1^{er}, 1^o et 7^o ».

Art. 3. A l'article 26bis de la même loi, modifié en dernier lieu par le décret du 23 janvier 2014, les modifications suivantes sont apportées :

1° le paragraphe 5 est remplacé par ce qui suit :

« § 5. Le conseil de l'action sociale conclut avec le conseil communal des conventions nécessaires au développement des synergies.

Une synergie entre la commune et le centre est une volonté commune et partagée de gérer ou réaliser un service, une action, un projet ou une mission ensemble ou encore de confier à une des institutions locales la réalisation ou la gestion d'un service, d'une action, d'un projet ou d'une mission en vue d'opérer des économies d'échelles, d'accroître l'efficacité organisationnelle et de viser l'efficience du service public en respect des missions et de l'autonomie de chacun »;